

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi

autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs (fr. 1.000.000.000) à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'institution des sociétés coopératives de sinistrés remonte au mois de juin 1919.

La situation du Trésor ne lui permettant pas de verser immédiatement en espèces les indemnités prévues par la loi du 10 mai 1919, le Gouvernement vit dans la création des coopératives un moyen d'assurer la mobilisation des titres d'indemnités délivrés conformément à cette loi.

Les premières sociétés coopératives de sinistrés furent fondées sur le modèle d'une société existant déjà et constituée entièrement à l'initiative privée : la « Ligue des Propriétaires du Littoral ».

Le 28 juillet 1919, les neuf premières coopératives régionales se groupèrent pour fonder la Fédération des coopératives, société coopérative gérée par un conseil de six membres dont trois sont nommés par les Ministres des Finances et des Affaires Économiques. Les opérations de la société sont surveillées par quatre commissaires, dont deux sont nommés par les mêmes Ministres.

Pour encourager la formation et l'organisation des coopératives, le Trésor leur fournit les premiers moyens d'action. Un arrêté royal du 12 juillet 1919, pris en exécution de la loi du 24 février 1919, disposa que « des » avances dont le montant est fixé à 70 p. c. de la valeur des biens détruits » au 1^{er} août 1914 pourront être accordées aux sinistrés qui les solliciteront » par l'intermédiaire des sociétés coopératives agréées par le Ministre ».

Le 23 décembre de la même année, un nouvel arrêté royal intervint permettant aux coopératives de faire porter les avances non seulement sur l'indemnité de réparation, mais aussi sur l'indemnité de emploi.

Cette disposition est reprise à l'article 4 de l'arrêté royal de coordination du 30 août 1920 (*Moniteur* du 7 octobre 1920) :

« Des avances peuvent être consenties aux sinistrés par l'intermédiaire » des sociétés coopératives agréées par le Ministre. Le maximum de ces » avances est fixé à 70 p. c. de la valeur des biens détruits au 1^{er} août 1914, » augmenté, le cas échéant, de la valeur du remploi; pour la détermination » de la valeur du remploi en vue de la fixation du montant de l'avance, le » Ministre peut établir des coefficients par catégories de biens. »

Ces coefficients sont actuellement :

1^o Pour les immeubles : 4 1/2 fois la valeur des biens détruits au 1^{er} août 1914 si le dommage s'est produit dans la zone du front de bataille; 4 fois la même valeur pour le restant du pays;

2^o Pour les meubles, 3 fois et 2 1/2 fois la même valeur, suivant la même distinction que pour les immeubles.

La Fédération accorde également des avances s'élevant à 70 p. c. du montant attribué par un jugement du tribunal des dommages de guerre en attendant que soit expiré le délai de deux mois prévu par l'article 111 de la loi du 20 avril 1919.

Enfin, elle fait l'escompte des titres délivrés en vertu des jugements accordant des allocations provisionnelles ou des indemnités définitives, lorsque les sommes représentées par ces titres doivent servir au remploi.

Les sinistrés qui s'adressent aux coopératives contribuent aux frais généraux de la Société dans les mesures suivantes :

1^o 1 p. c. du montant de l'avance accordée s'il s'agit d'une avance préalable à tout jugement;

2^o 1/2 p. c. s'il s'agit simplement d'une avance sur jugement ou sur titre délivré en exécution d'un jugement, ces dernières avances n'exigeant pas de la Coopérative un travail de préparation des dossiers.

L'activité déployée depuis leur fondation par la Fédération centrale et par les sociétés coopératives de sinistrés a été considérable; à l'heure actuelle, il existe 319 sociétés coopératives disséminées par tout le pays et réunissant plus de 100,000 sinistrés.

Le nombre des avances accordées par l'intermédiaire des coopératives, soit avant jugement, soit préalablement à l'exécution de celui-ci, est également très important.

Il est permis de suivre, au moyen du tableau ci-dessous, le mouvement ascensionnel des opérations réalisées par les sociétés coopératives à cet égard :

Au 31 décembre 1919. . . .	155 avances pour fr.	1,843,700
— 31 juillet 1920	7,171 — »	100,536,100
— 31 août 1920	9,533 — »	129,924,700
— 30 septembre 1920. . .	12,333 — »	160,334,500
— 31 octobre 1920. . . .	15,891 — »	204,468,500
— 30 novembre 1920. . .	19,426 — »	240,148,900

Le chiffre total de 240,148,900 francs porté au tableau ci-dessus doit se décomposer comme suit :

17,567 crédits ouverts par la Fédération pour fr.	226,312,900
619 avances pour	4,171,000
sont proposées au Ministre des Affaires Économiques.	
18,186 avances pour fr.	230,483,900
151 avances pour fr.	1,289,500
accordées par la Fédération ont été visées par le Contrôle de l'Office des domma- ges de guerre et vont être proposées au Ministre des Affaires Économiques.	
18,337	231,773,400
en outre : 1,089 avances pour fr.	8,375,500
sont accordées par la Fédération et vont être proposées au Ministre des Affaires Économiques après vérification au service de contrôle de l'Office des dommages de guerre.	
Total : 19,426 avances pour fr.	240,148,900

Au 30 novembre 1920, il avait été versé sur la somme de 226,312,900 francs, montant des crédits ouverts par la Fédération, une somme de 150,518,700 fr.

Au cours du mois de novembre, l'activité des coopératives s'est portée sur :

1° 3,535 affaires terminées pour un import total de 35,680,400 francs ;	
2° 5,239 crédits ouverts	— — 37,732,700 —
dont pour des avances préalablement aux jugements .	22,828,000 —
pour avances sur titres	14,904,700 —

Au point de vue de la reconstitution économique du pays, des résultats importants ont été obtenus, car le nombre des immeubles détruits ou endommagés et actuellement reconstruits ou en voie de reconstruction, au moyen des avances accordées par les coopératives, s'établit comme suit :

Immeubles détruits : reconstruits	488
en voie de reconstruction .	618
Immeubles endommagés : restaurés	1,736
en voie de restauration .	1,453
Soit au total. . .	4,295

Toutefois les coopératives n'ont pas, jusqu'à présent, réalisé leur but primitif, qui était d'organiser le crédit au profit des sinistrés. Elles se sont bornées, sans se procurer des disponibilités propres, à gérer en faveur de leurs membres les avances de l'État, à assurer une bonne confection des dossiers et à exercer le contrôle du emploi concurremment avec les commissaires de l'État et les inspecteurs du emploi.

Le moment est venu de développer leur action dans l'ordre financier.

Pour atteindre ce but, le Gouvernement estime que le meilleur moyen est d'autoriser la Fédération des Coopératives à émettre un emprunt d'un milliard de francs. Cette opération, tout en déchargeant l'État du décaissement immédiat de capitaux importants, procurera à la Fédération des ressources suffisantes pour faire face aux demandes des sinistrés pendant une période de temps appréciable.

L'article premier du projet de loi donne l'autorisation nécessaire pour l'émission d'un emprunt à lots d'une durée de 90 ans. Le type de l'emprunt à lots a été choisi à la suite d'un accord entre le Gouvernement, la Fédération et le Consortium des banques belges qui sera chargé de l'émission; dans les circonstances actuelles, c'est ce type d'emprunt qui a le plus de chances de succès.

Les modalités de l'emprunt seront réglées par arrêté royal d'après le plan ci-après :

- Capital nominal* : 1 milliard de francs, divisé en 200,000 séries de 20 obligations de 250 francs chacune qui seront émises à 80 p. c. de la valeur nominale, soit à 200 francs.
- Intérêt annuel* : 4 p. c. net d'impôts, payable annuellement le 10 janvier (à partir du 10 janvier 1922).
- Amortissement* : en 90 ans, avec faculté de rembourser par anticipation à partir de la 10^e année; dans ce cas, les tirages cessent et tous les titres non encore désignés par le sort sont remboursables au pair, soit par 250 francs.
- Annuité* : 47,098,000 francs.

TABLEAU DES LOTS

1 ^{re} période, 10 années	fr. 7,000,000
8 tirages par an.	
2 ^e période, 10 années	fr. 6,000,000
8 tirages par an.	
3 ^e période, 70 années	fr. 5,000,000
6 tirages par an.	

Première période. — 10 années. — 8 tirages par an.

1 ^{er} tirage, 1 lot de fr.	4,000,000.	fr. 1,000,000
2 ^{me} — 1 —	1,000,000.	» 1,000,000
3 ^{me} — 1 —	1,000,000.	» 1,000,000
4 ^{me} — { 1 —	250,000	fr. 250,000
	1 —	100,000 » 100,000
	3 lots —	50,000 » 150,000
		» 500,000
5 ^{me} — 1 —	4,000,000.	» 1,000,000
6 ^{me} — { 1 —	250,000	fr. 250,000
	1 —	100,000 » 100,000
	3 lots —	50,000 » 150,000
		» 500,000

7 ^{me}	—	1	—	1,000,000.	.	.	.	»	1,000,000
8 ^{me}	—	1	—	1,000,000.	.	.	.	»	1,000,000
ensemble : 16 lots.									Fr. 7,000,000

Deuxième période. — 10 années. — 8 tirages par an.

Pendant cette période, le nombre de tirages et de lots reste le même, mais les lots de fr. 1,000,000 des 2^{me} et 8^e tirages sont remplacés par des lots de fr. 500,000 ; ensemble 16 lots pour fr. 6,000,000.

Troisième période. — 70 années. — 6 tirages par an.

1 ^{er} tirage,	1	lot de fr.	1,000,000	.	.	fr.	1,000,000	
2 ^{me}	—	1	—	1,000,000	.	.	»	1,000,000
3 ^{me}	—	1	—	250,000	fr.	250,000		
		1	—	100,000	»	100,000		
		3 lots	—	50,000	»	150,000		
							»	500,000
4 ^{me}	—	1	—	1,000,000	.	.	»	1,000,000
5 ^{me}	—	1	—	1,000,000	.	.	»	1,000,000
6 ^{me}	—	1	—	250,000	fr.	250,000		
		1	—	100,000	»	100,000		
		3 lots	—	50,000	»	150,000		
							»	500,000
ensemble :								Fr. 5,000,000

L'article 2 énonce les dispositions relatives à la garantie de l'État sur les intérêts, l'amortissement et les lots des obligations représentatives de l'emprunt.

L'affectation à donner par la Fédération aux fonds à provenir de l'emprunt est réglée par l'article 3; l'article 4 stipule l'obligation pour la Fédération de présenter au Ministre des Finances le compte des fonds dont la gestion lui est confiée.

L'article 5 affranchit la Fédération de l'obligation d'apposer des signatures manuscrites sur les titres; cette disposition se justifie par le grand nombre de titres qui seront émis. La Fédération a eu soin de prendre des garanties autres pour se prémunir contre les falsifications.

Enfin, pour faciliter le placement de l'emprunt à de bonnes conditions, l'exonération d'impôts cédulaires sur les coupons a été jugée indispensable; les dispositions de l'article 6 consacrent cette mesure.

Au point de vue de la comptabilité budgétaire et des contrôles essentiels, les dispositions ci-après ont été arrêtées :

a) les crédits nécessaires au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt seront portés chaque année au budget de la Dette publique (art. 2, 2^e §);

b) la réparation des dommages de guerre incombant à l'Etat, les crédits

destinés à y pourvoir continueront à être inscrits annuellement au budget du Ministère des Affaires Économiques ;

c) la Fédération des Coopératives, substituée à l'Etat pour indemniser les sinistrés, justifiera au Ministère des Affaires Économiques de l'emploi des fonds provenant de l'emprunt ;

d) le montant des dépenses ainsi justifiées sera ordonnancé à charge des crédits ouverts au budget des Affaires Économiques et porté en recette au budget extraordinaire ;

e) la Cour des Comptes exercera son contrôle sur les paiements opérés de cette manière.

Le Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Économiques

A. VAN DE VYVERE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 DECEMBER 1920.

Wetsontwerp

waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interesten en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten tot een naamkapitaal van één milliard frank (1.000.000.000 fr.) uit te geven door den Bond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HERREN,

De oprichting der samenwerkende vennootschappen van geteisterden dagteekent van de maand Juni 1919.

Daar de toestand der Schatkist haar niet toeliet onmiddellijk in geldspeciën de vergoedingen te storten die voorzien worden bij de wet van 10 Mei 1919, zag de Regeering in de oprichting der samenwerkende vennootschappen een middel om de mobiliseering te verzekeren van de titels der vergoedingen overeenkomstig deze wet afgegeven.

De eerste samenwerkende vennootschappen van geteisterden werden opgericht naar het model eener reeds bestaande vennootschap welke uitsluitend uit privaat initiatief was tot stand gekomen, de « *Ligue des Propriétaires du Littoral.* »

Op 25 Juli 1919 vereenigden zich de negen eerste gewestelijke vennootschappen om den Bond der samenwerkende vennootschappen op te richten, samenwerkende vennootschap beheerd door eenen raad van zes leden onder dewelke drie aangesteld worden door de Ministers van Financiën en van Economische Zaken. De werkzaamheden der vennootschap staan onder toezicht van vier commissarissen onder dewelke twee door dezelfde Ministers worden benoemd.

Om het tot stand komen en het inrichten der samenwerkende vennootschappen aan te moedigen verstrekt de Schatkist hun de eerste werkingsmiddelen. Een Koninklijk besluit van 12 Juli 1919 genomen ter uitvoering der wet van 24 Februari 1919 bepaalt dat voorschotten waarvan het bedrag vastgesteld is op 70 t. h. der waarde, op 1^o Augustus 1914, van de vernielde goederen kunnen verleend worden aan de geteisterden die dezelve

zullen aanvragen door tussenkomst der samenwerkende vennootschappen aangenomen door den Minister.

Op 23 December van hetzelfde jaar werd een nieuw Koninklijk besluit uitgevaardigd waarbij de samenwerkende vennootschappen werden gemachtigd de voorschotten niet enkel op de vergoeding tot herstel te verleen, maar eveneens op de vergoeding voor wederlegging.

Deze bepaling is overgenomen in artikel 4 van het ordenend Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 (Staatsblad van 7 October 1920).

« Aan de geteisterden kunnen voorschotten verleend worden door de » bemiddeling van de door den Minister aangenomen samenwerkende ven- » nootschappen. Het maximum van deze voorschotten is vastgesteld op 70 » ten honderd van de waarde der vernielde goederen op 1^{re} Augustus 1914, » bij voorkomend geval vermeerderd met de waarde der wederbelegging; » voor het bepalen van de waarde der wederbelegging ter vaststelling van » het bedrag van het voorschot kan de Minister coëfficiënten (vermenigvul- » digers) per reeksen goederen vaststellen ».

Deze coëfficiënten bedragen thans :

1^o Voor de onroerende goederen : 4 1/2 maal de waarde der vernielde goederen op 1^{re} Augustus 1914 indien de schade zich voordeed in de strook van het gevechtsfront ; 4 maal dezelfde waarde voor de overige gedeelten van het Rijk ;

2^o Voor de roerende goederen : 3 maal en 2 1/2 maal dezelfde waarde naar hetzelfde onderscheid als voor de onroerende goederen.

Het Verbond verleent insgelijks voorschotten tot beloop van 70 t. h. van het bedrag toegewezen door een vonnis der rechtbank voor oorlogsschade in afwachting dat de termijn van twee maanden voorzien bij artikel 3 der wet van 20 April 1919 verstreken weze.

Ten slotte disconteert het de titels afgegeven krachtens vonnissen waarbij voorschotten bij voorraad, of bepaalde vergoedingen worden toegekend, indien de door deze titels vertegenwoordigde sommen tot wederbelegging moeten aangewend worden.

De geteisterden die zich tot de samenwerkende vennootschappen wenden, dragen in de volgende mate bij tot de algemeene onkosten der vennootschap :

1^o 1 t. h. van het bedrag van het verleende voorschot zoo het een en aan alle vonnis voorafgaand voorschot geldt ;

2^o 1/2 t. h. zoo het enkel een voorschot geldt op vonnis of op titel afgegeven ter uitvoering van een vonnis, aangezien deze laatste voorschotten, geen arbeid tot bundelsamenstelling vanwege de samenwerkende vennootschap vergen.

De bedrijvigheid sedert hunne oprichting ontwikkeld door den Centralen Bond en door de samenwerkende vennootschappen voor geteisterden is aanzienlijk : op dezen stond bestaan 319 samenwerkende vennootschappen verspreid over gansch het land en meer dan 100,000 geteisterden vereenigende.

De aantal voorschotten verleend door tussenkomst der samenwerkende

vennootschappen, hetzij vóór het vonnis hetzij vóór dezes uitvoering, is insgelijks zeer aanzienlijk.

Door middel der navolgende tabel kan de toeneming der verrichtingen van de samenwerkende vennootschappen te dien aanzien worden nagegaan :

Op 31 December 1919 .	155 voorschotten voor fr.	1,843,700
— 31 Juli 1920 . . .	7,171 — »	100,536,100
— 31 Augustus 1920 .	9,533 — »	129,924,700
— 30 September 1920.	12,333 — »	160,534,500
— 31 October 1920 .	15,891 — »	204,468,500
— 30 November 1920 .	19,426 — »	240,148,900

Het totaal cijfer van 240,148,900 frank, in de bovenstaande tabel opgenomen, moet als volgt onderverdeeld worden :

17,567 kredieten aan den Bond geopend voor . fr.	226,312,900
619 voorschotten voor	4,171,000
zijn aan den Minister voorgesteld.	
18,186 voorschotten voor fr.	230,483,900
151 voorschotten door den Bond verleend werden voor gezien geteckend door de controle van het Bureel voor oorlogsschade en worden eerlang aan den Minister voorgesteld. fr.	1,289,500
18,337	231,773,400
daarenboven werden :	
1,089 voorschotten voor. fr.	8,375,500
toegestaan voor den Bond en zullen aan den Minister van Economische Zaken voorgesteld worden na onderzoek door den controledienst van het Bureel voor oorlogsschade	
19,426 voorschotten voor fr.	240,148,900

Op 30 November 1920, was op de som van 226,312,900 frank, bedrag der door den Bond geopende kredieten, eene som van 150,518,700 frank gestort geworden.

Tijdens de maand November hielden de samenwerkende vennootschappen zich onledig met :

1° 3,533 geëindigde zaken voor een totaal bedrag van	35,680,400 fr.
2° 3,239 geopende kredieten —	37,732,700 —
waarvan tot voorschotten voorafgaande aan de vonnissen.	22,828,000 —
tot voorschotten op titels	14,904,700 —

Met het oog op 's Lands economisch herstel werden belangrijke uitslagen verworven aangezien het getal vernielde of beschadigde onroerende goe-

deren, thans heropgebouwd of in heropbouwning met behulp van de voorschotten door de samenwerkende vennootschappen verleend, als volgt wordt bepaald :

Vernielde onroerende goederen : heropgebouwd . . .	488
in heropbouwning	618
Beschadigde onroerende goederen : hersteld . . .	1,736
in herstelling	1,453
Hetzij te zamen	<u>4,295</u>

Evenwel hebben de samenwerkende vennootschappen tot heden toe haar oorspronkelijk doel nog niet bereikt dat bestond uit het inrichten van het krediet ten bate der geteisterden. Zij bepaalden zich er toe, zonder eigen beschikbaar geld te verwerven, ten voordeele harer leden de voorschotten van den Staat te beheeren, in eene goede samenstelling der bundels te voorzien alsmede het toezicht op de wederbelegging gelijktijdig met de commissarissen van den Staat en de opzieners der wederbelegging uit te oefenen.

Het oogenblik is gekomen hare werking op financieel gebied uit te breiden.

De Regeering acht dat het beste middel tot het bereiken van dat doel is de Bond der samenwerkende vennootschappen te machtigen tot de uitgifte eener leening van één milliard frank. Deze verrichting, doordien ze den Staat ontlast van de onmiddellijke uitbetaling van belangrijke kapitalen, zal aan den Bond de voldoende geldmiddelen verschaffen om gedurende aanzienlijken tijd aan de aanvragen der geteisterden te kunnen voldoen.

Artikel één van het wetsontwerp verleent de vereischte machtiging tot het uitgeven van eene leening met loten voor eenen duur van 90 jaar. Het type van leening met loten werd verkozen ten gevolge van eene overeenkomst tusschen de Regeering, den Bond en het Consortium van Belgische banken dat met de uitgifte zal belast worden; in de huidige omstandigheden vereenigt dit type van leening de meeste kansen van bijval.

De modaliteiten der leening zullen bij Koninklijk besluit worden geregeld, volgens navolgend plan :

Nominaal kapitaal : 1 milliard frank, verdeeld in 200,000 reeksen van 20 obligatiën van 250 frank ieder, welke tegen 80 t. h. der nominale waarde zullen uitgegeven worden, 't zij tegen 200 frank.

Jaarlijksche interest : 4 t. h. vrij van belasting, betaalbaar jaarlijks op 10 Januari (van 10ⁿ Januari 1922 af).

Aflossing : in 90 jaar met bevoegdheid om bij vervroeging uit te keeren van het 10^{de} jaar af; in dit geval eindigen de lotingen en al de nog niet door het lot aangeduide titels zijn uitkeerbaar tegen pari, 't zij met 250 frank.

Annuïteit : 47,098,000.

TABEL DER LOTEN.

1 ^{ste} tijdvak, 10 jaar	fr. 7,000,000
8 lotingen per jaar.	
2 ^{de} tijdvak, 10 jaar	6,000,000
8 lotingen per jaar.	
3 ^{de} tijdvak, 70 jaar	5,000,000
6 lotingen per jaar.	

Eerste tijdvak. — 10 jaar. — 8 lotingen per jaar.

1 ^{ste} loting, 1 lot van fr. 1,000,000.	fr. 1,000,000.
2 ^{de} — 1 — 1,000,000.	» 1,000,000.
3 ^{de} — 1 — 1,000,000.	» 1,000,000.
4 ^{de} — { 1 — 250,000.	fr. 250,000.
{ 1 — 100,000.	» 100,000.
3 loten van 50,000.	» 150,000.
	» 500,000.
5 ^{de} — 1 lot van 1,000,000.	» 1,000,000.
6 ^{de} — { 1 — 250,000.	fr. 250,000.
{ 1 — 100,000.	» 100,000.
3 loten van 50,000.	» 150,000.
	» 500,000.
7 ^{de} — 1 lot van 1,000,000.	» 1,000,000.
8 ^{ste} — 1 — 1,000,000.	» 1,000,000.
Samen : 16 loten	fr. 7,000,000.

Tweede tijdvak. — 10 jaar. — 8 lotingen per jaar.

Gedurende dit tijdvak blijft het getal lotingen en loten hetzelfde, maar de loten van 1,000,000 der 2^{de} en 8^{ste} lotingen worden vervangen door loten van 500,000 frank. Samen 16 loten voor 6,000,000 frank.

Derde tijdvak. — 70 jaar. — 6 lotingen per jaar.

1 ^{ste} loting, 1 lot van fr. 1,000,000.	fr. 1,000,000.
2 ^{de} — 1 — 1,000,000.	» 1,000,000.
3 ^{de} — { 1 — 250,000.	fr. 250,000.
{ 1 — 100,000.	» 100,000.
3 loten van 50,000.	» 150,000.
	» 500,000.
4 ^{de} — 1 lot van 1,000,000.	» 1,000,000.
5 ^{de} — 1 — 1,000,000.	» 1,000,000.
6 ^{de} — { 1 — 250,000.	fr. 250,000.
{ 1 — 100,000.	» 100,000.
3 loten van 50,000.	» 150,000.
	» 500,000.
Samen : 14 loten	fr. 5,000,000.

Artikel 2 somt de bepalingen op betreffende den waarborg van den Staat op de interesten, de aflossing en de loten der obligatiën die de leening vertegenwoordigen.

De bestemming door den Bond te geven aan de fondsen door de leening voort te brengen, wordt geregeld bij artikel 3 ; artikel 4 legt aan den Bond de verplichting op, aan den Minister van Financiën de rekening over te leggen der fondsen welke aan zijn beheer toevertrouwd zijn.

Artikel 5 stelt den Bond vrij van de verplichtingen van eigenhandige handteekeningen op de titels te stellen ; die bepaling wordt verrechtvaardigd door het groot aantal titels welke zullen uitgegeven worden. De Bond heeft zorg gedragen andere waarborgen te nemen om zich voor vervalsching te vrijwaren.

Eindelijk, om de plaatsing der leening tegen goede voorwaarden te vergemakkelijken, werd de vrijstelling van celulaire belastingen op de coupons onontbeerlijk geacht ; de bepalingen van artikel 6 bekrachtigen dezen maatregel.

Uit een oogpunt van begrootingscomptabiliteit en van de hoofdzakelijke toezichten werden de volgende bepalingen getroffen :

a) de kredieten noodig tot den dienst der interesten en der aflossing van de leening zullen jaarlijks in de begrooting der openbare schuld uitgetrokken worden (artikel 2, § 2) ;

b) daar het herstel der oorlogsschade den Staat opgelegd is, zullen de kredieten bestemd om er in te voorzien jaarlijks voortgebracht worden op de begrooting van het Ministerie van Staathuishoudkundige zaken ;

c) de Bond der samenwerkende vennootschappen, den Staat vervangende voor het vergoeden der geteisterden, zal aan het Ministerie van Staathuishoudkundige zaken rekening geven over het gebruik der fondsen voortkomende van de leening ;

d) het bedrag der uitgaven, derwijze verrechtvaardigd, zal ten laste der kredieten geopend op de begrooting van het Ministerie van Staathuishoudkundige zaken geordonnanceerd en op de buitengewone begrooting in ontvangst gebracht worden ;

e) het Rekenhof zal zijn toezicht uitoefenen over de betalingen op die wijze verricht.

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Staathuishoudkundige Zaken,

VAN DE VYVERE.

(ANNEXE AU N° 18).

(BIJLAGE VAN N° 18).

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital nominal d'un milliard de francs (fr. 1,000,000,000) à émettre par la Fédération des coopératives pour dommages de guerre.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Affaires Economiques,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Finances et des Affaires Economiques sont chargés de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Fédération des Coopératives pour dommages de guerre, société coopérative constituée le 25 juillet 1919, est autorisée à émettre un emprunt à lots au capital nominal de un milliard de francs (1,000,000,000 de francs), amortissable en 90 ans au maximum.

WETSONTWERP

waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interesten en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten tot een naamkapitaal van één milliard frank (1,000,000,000 fr.) uit te geven door den Bond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voordracht van Onze Ministers van Financiën en van Staathuishoudkundige Zaken :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Financiën en van Staathuishoudkundige Zaken zijn gelast in Onzen Naam, aan de wetgevende kamers het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, voor te stellen :

EERSTE ARTIKEL.

De Bond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade, samenwerkende vennootschap den 25ⁿ Juli 1919 opgericht, wordt gemachtigd eene leening met loten uit te geven ten beloope van één nominaal kapitaal van één milliard frank (fr. 1,000,000,000) aflosbaar ten hoogste in 90 jaar,

ART. 2.

Le Gouvernement garantira envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement dudit emprunt.

L'annuité nécessaire au service des intérêts, de l'amortissement et des lots sera portée, chaque année au budget de la Dette publique.

ART. 3.

Le produit net de l'emprunt, déduction faite des frais d'émission, sera affecté exclusivement au paiement par la Fédération, à la décharge de l'État, des allocations accordées, conformément à la législation sur la matière, pour dommages résultant des faits de la guerre.

ART. 4.

La Fédération des Coopératives pour dommages de guerre présentera, chaque année, au Ministre des Finances, le compte de l'emploi des fonds produits par l'emprunt.

Ce compte sera annexé au projet de budget de la Dette publique.

ART. 5.

Les signatures à apposer par la Fédération sur les obligations à émettre en représentation de cet emprunt pourront être remplacées par des griffes.

ART. 6.

Par dérogation aux articles 14, secundo et 17 de la loi du 29 octobre 1919, les coupons des obliga-

ART. 2.

De Regeering waarborgt tegenover derden, onder de voorwaarden door haar te bepalen, den interest en de aflossing van gemelde leening.

De annuïteit benoodigd tot den dienst der interesten, der aflossing en der loten zal telken jare op de begrooting der Openbare Schuld uitgetrokken worden.

ART. 3.

De zuivere opbrengst der leening, na aftrekking der kosten van uitgifte, wordt uitsluitend besteed aan de betaling, door den Bond, ter ontlasting van den Staat, der toelagen verleend, overeenkomstig de ter zake geldende wetgeving, voor schade voortspruitende uit de oorlogsfeiten.

ART. 4.

De Bond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogschade legt, telken jare, aan den Minister van Financiën, de rekening over van de aanwending der fondsen voortgebracht door de leening.

Die rekening wordt als bijlage gehecht aan het ontwerp der begrooting van de Openbare Schuld.

ART. 5.

De handteekeningen te stellen door den Bond op de obligatiën uit te geven tot vertegenwoordiging dezer leening, mogen door naamstempels vervangen worden.

ART. 6.

Met afwijking van artikelen 14, secundo en 17 der wet van 29 October 1919, zijn de coupons der obli-

tions du présent emprunt seront
exemptés de tous impôts cédulaires
au profit de l'État et de toutes taxes
au profit des provinces et des com-
munes.

Donné à Bruxelles, le 13 décem-
bre 1920.

gatiën van deze leening vrijgesteld
van alle cedulaire belastingen ten
bate van den Staat en van alle taxen
ten bate der provinciën en der ge-
meenten.

Gegeven te Brussel, den 13 De-
cember 1920.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege,
De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

*Le Ministre des Affaires Econo-
miques,*

*De Minister van Staathuishoud-
kundige Zaken,*

A. VAN DE VYVERE.
